

Service émetteur : Direction de la Qualité et de la performance
Sous direction chargée des établissements de santé

Affaire suivie par : Dr Marylène FABRE
Courriel : marylene.fabre@ars.sante.fr
Téléphone : 05 34 30 25 99
Télécopie :

La Directrice Générale

à

Réf. :

Mesdames et Messieurs les Présidents des
Conseils Départementaux des Ordres des
médecins et des infirmiers

Date : 7 février 2013

Mesdames et Messieurs les Présidents,

L'Agence Régionale de Santé a été destinataire de plusieurs signalements relatifs à des comportements d'entreprises dénommées "prestataires", travaillant dans le domaine de la santé et du maintien à domicile.

Ces entreprises qui se présentent diversement comme des organismes d'aide au retour à domicile, de maintien à domicile ou d'assistance médico-technique à domicile, disposent d'un réseau de commerciaux entrant directement en contact avec les médecins hospitaliers pour la prescription de dispositifs médicaux et de traitements.

Dans ce cadre, elles fournissent et facturent les DMI nécessaires dans plusieurs champs d'activité tels que :

- les perfusions, la réhydratation, l'antibiothérapie, l'insulinothérapie
- la nutrition entérale et parentérale, la supplémentation nutritionnelle orale où, sans faire état d'éducation thérapeutique du patient, elles offrent des services d'"éducation et de suivi diététique"
- les chimiothérapies (5 FU)
- le traitement de la douleur
- les plaies à cicatrisation difficile
- la neurostimulation, la maladie de Parkinson
- l'insuffisance respiratoire.

Des signalements portés à la connaissance de mes services alertent sur deux points majeurs de vigilance.

D'une part, la situation des infirmiers libéraux démarchés afin de constituer des équipes opérationnelles et pour réaliser des chimiothérapies à domicile.

Certains d'entre eux ont ainsi interpellé l'ARS Midi-Pyrénées au sujet de leur responsabilité face à un éventuel accident lors de la délivrance.

Envers les patients, ces infirmiers interviennent au même titre que s'ils étaient salariés d'une Hospitalisation à Domicile (HAD). Toutefois, cette prestation est réalisée en dehors du respect des dispositions applicables aux dites structures. Pour rappel, une structure HAD ne peut assurer des traitements de chimiothérapie que dans les conditions prévues à l'article R.6123-94 du CSP.

A ce titre, la structure HAD doit être membre d'un réseau territorial portant la thématique de cancérologie. Elle doit formaliser ses relations avec chacun des titulaires d'autorisation d'exercer l'activité de traitement du cancer par chimiothérapie qui lui adresse un ou plusieurs patients atteints de cancer pour la réalisation, la poursuite ou le suivi de traitements de chimiothérapie. L'article R.6123-94 du Code de santé publique prévoit, par ailleurs, une obligation d'association entre un titulaire d'autorisation d'exercer l'activité de traitement du cancer par chimiothérapie et un établissement de santé non autorisé, y compris HAD associative, afin que ce dernier puisse assurer en proximité les traitements de chimiothérapie primo prescrits par le titulaire d'autorisation ou le suivi de tels traitements.

Dès lors, les infirmiers libéraux, en l'absence de convention et d'appartenance à un réseau, engagent leur responsabilité sans en avoir connaissance.

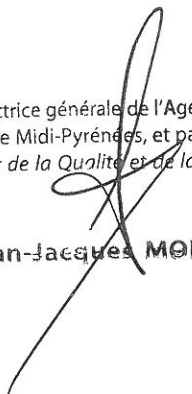
D'autre part, les médecins prescripteurs qui engagent également leur responsabilité pour non respect du même article et peuvent être accusés d'éventuel compéage.

En revanche, le prestataire, qui sert d'intermédiaire n'est pas effecteur de l'acte. Il ne peut quant à lui voir sa responsabilité engagée à ce titre.

D'éventuelles poursuites pour escroquerie avec manœuvres frauduleuses pourraient être initiées, mais n'exonèreraient pas pour autant les professionnels de santé de leur responsabilité.

Ces pratiques tendant à s'institutionnaliser en région Midi-Pyrénées, je vous demande, en conséquence, de sensibiliser vos adhérents sur les risques qu'ils encourent au titre de leur responsabilité civile et pénale.

Pour la Directrice générale de l'Agence Régionale
de Santé de Midi-Pyrénées, et par délégation,
Le Directeur de la Qualité et de la Performance,


Dr Jean-Jacques MORFOISSE